

DOSSIER DE PRESSE

Collectif STOP LGV Sud Sainte Baume

JUILLET 2016

PARTICIPATION AU 6^{ème} FORUM DES ASSOCIATIONS CONTRE LES GRANDS PROJETS INUTILES ET IMPOSES (GPII)

15,16,17 JUILLET 2016 BAYONNE

NON à la LGV oui au train dans le Var



www.stoplgvsudsaintebaume.org

Sommaire

Edito : Le mot du Président.....	3
Le Collectif STOP LGV Sud Sainte Baume	4
Bref historique :	4
Les actions:	4
Actualité du collectif :	5
Forum des associations des GRANDS PROJETS INUTILES et IMPOSES (GPII).....	6
Présentation du projet LGV PACA – LN PCA	8
1. UN GRAND PROJET	8
2. UN PROJET COUTEUX.....	9
3. UN PROJET INUTILE	10
4. NOS PROPOSITIONS : AMELIORATION DE L'EXISTANT.....	11
5. UN COUT ENVIRONNEMENTAL ELEVE.....	12
6. UN PROJET IMPOSE	13
7. ETAT DU PROJET ET RECOURS	14
Contacts.....	15





Edito : Le mot du Président

Didier Cade

Viticulteur dans l'appellation Bandol, je me suis engagé dans le combat contre la LGV, avec beaucoup d'autres dès l'annonce du projet.

Durant ces années j'ai pu apprécier l'engagement des populations, le dévouement de tous ceux qui donnent leur temps, leur énergie, leur compétence pour défendre leur conviction.

Un projet ne doit pas pouvoir être imposé aux populations sans une réelle concertation, sans que les décideurs ne tiennent compte des réalités du terrain.

Ce projet de LGV PACA (rebaptisé LN - PCA) n'a aucune utilité pour les habitants, les viticulteurs, les vigneronnes les jeunes et moins jeunes qui seraient condamnés à « regarder passer » un train qui irait très vite d'une métropole à une autre. Qu'ils paieraient dans tous les sens du terme : en argent, en pollution visuelle et sonore, en saccage des terres agricoles avec des conséquences environnementales désastreuses.

Nous voulons des trains du quotidien pour aller à l'école ou en faculté, aller travailler, nous rendre à l'hôpital, faire du tourisme.

Nous voulons que soient pris en compte les besoins réels des populations

Nous voulons des TER rénovés avec des cadencements corrects.

Nous voulons que la ligne existante soit modernisée.

En Sud Sainte Baume, les élus et les populations ont la même volonté de privilégier les trains du quotidien, les solutions alternatives et refusent ces grands projets inutiles et coûteux.

Nos prises de position rejoignent celles de nombreux rapports, de commissions gouvernementales, de cris d'alarme poussés par des experts et en dernier par la cour des comptes qui jugent inadaptés et dangereuses pour les finances ces projets d'un autre âge au bénéfice d'une minorité.

Depuis 2011 qui a vu la première grosse manifestation des habitants de Sud Sainte Baume, nous n'avons eu de cesse de nous structurer, de suivre l'évolution du dossier, d'informer, de communiquer, de convaincre.

Participer au forum des GPII est pour nous une évidence car nous sommes tous confrontés aux mêmes problématiques:

- Des élus prêts à dépenser sans compter de l'argent que nous n'avons déjà plus.
- Des grands du BTP qui avancent dans l'ombre d'un soit disant intérêt général ou d'un pseudo bénéfice environnemental.
- Des porteurs de projets qui sont très optimistes dans leurs calculs prévisionnels de rentabilité...
- Des procédures judiciaires identiques.....

Nous avons tous à apprendre les uns des autres et l'union fera notre force...



Le Collectif STOP LGV Sud Sainte Baume

Bref historique :

- Création du collectif: janvier 2012

Constitué de: 1 président, 1 bureau, 1 conseil d'administration de 17 membres qui se réunissent deux fois par mois et surtout des centaines d'adhérents et plus de 40 associations.

- L'objectif : se donner les moyens de lutter contre ce grand gaspillage de nos taxes et impôts et contre la destruction de nos terres fertiles.

Les habitants et les élus de la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume demandent des investissements dans les transports de proximité (TRAM, BUS, parking pour le covoiturage etc..) et la rénovation des lignes existantes.

Ils ne souhaitent pas que les milliards d'euros investis dans cette nouvelle ligne, permettent aux 20% d'utilisateurs de TGV, de gagner de 15 minutes à 1 heure pour se rendre à Nice.

Afin de devenir une entité puissante, face aux décideurs, nous avons créé avec les associations des Bouches du Rhône, du Var et des Alpes Maritimes, une Coordination Régionale contre la LGV.

- Le collectif et les autres associations:

- signataire de la Charte d'Hendaye.
- entretient des liens avec d'autres associations opposées aux nouvelles LGV en projet
- contacts avec NO TAV et Erri DE LUCA

Les actions:

- Mobilisation des populations:

- distributions de tracts.
- points infos sur les marchés, les chemins, les carrefours.
- réunions d'informations dans les communes sur les enjeux et les stratégies mises en œuvre par RFF et les décideurs.
- réunions thématiques avec la participation de spécialistes : financement du projet, géologie, hydrologie, nuisances sonores et environnementales, solutions alternatives.
- participation aux forums associatifs et culturels et lors des manifestations touristiques et sportives (mobilisation sur le tour de France).
- Organisation de manifestations: au Beausset, Toulon et Marseille.
- Création de plusieurs pétitions.

- Participation active aux réunions organisées par RFF.



- Courriers et contacts avec les élus:

- relations suivies avec les élus de Sud Sainte Baume.
- courriers aux élus, maires, députés, sénateurs français et européens.
- contacts avec les ministres et le gouvernement.

- Courriers et contacts avec la presse régionale et nationale pour développer nos arguments et invitation à nos manifestations.

- Envoi de rapports à la Commission 21, mobilité 21, Commission Richard, Commission Nationale du Débat Public...

- Participation à l'élaboration de la Charte du futur Parc Naturel Régional (PNR) de la Sainte Baume.

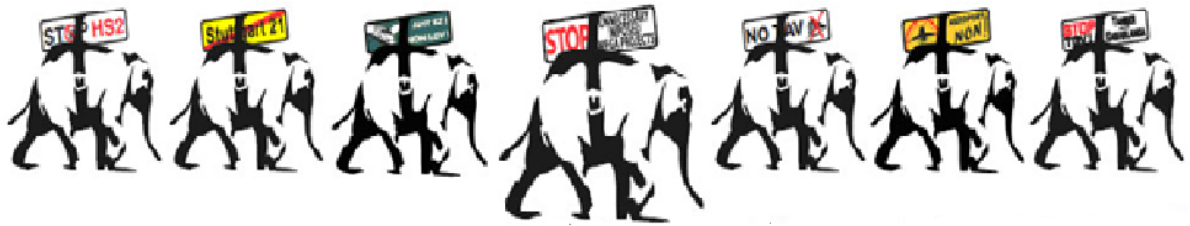
- Veille internet pour obtenir des informations (appels d'offre...)

Actualité du collectif :

Recours contre la décision de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) en **novembre 2015**.



STOP GRANDS PROJETS INUTILES IMPOSES!



Forum des associations des GRANDS PROJETS INUTILES et IMPOSES (GPII)

Les 15, 16 et 17 juillet 2016 se déroulera à Bayonne le 6eme Forum des Associations contre les Grands Projets Inutiles et Imposés.

Le premier Forum avait été organisé en août 2011 à Venaus (Val de Susa, Italie), à l'initiative du Mouvement No TAV, avec la collaboration du Collectif de la Charte d'Hendaye auquel il est associé. C'est précisément à partir de cette Charte, signée en 2010 par des centaines d'associations et collectifs dans différents Pays européens, que la Catégorie des Grands Projets Inutiles a été introduite dans le débat politique au niveau international.

Ce premier forum avait permis de repérer une convergence des luttes sur les projets de transports – lignes à grande vitesse, aéroports ou autoroutes.

Le deuxième « Forum européen contre les grands projets inutiles imposés » a été organisé du 7 au 11 juillet 2012 à Notre-Dame-des-Landes par les opposants au projet du futur aéroport du Grand Ouest qui doit y être construit.

Les organisateurs ont accueilli quelques **8000 participants** dont treize délégations étrangères.

Parmi les organisations participantes, les collectifs luttant contre des projets de LGV étaient les plus nombreux : les Italiens de « No TAV » (opposants à la ligne à grande vitesse Lyon Turin), le Pays Basque nord (CADE), le Pays Basque Sud, initiateurs de la Charte d'Hendaye ; le Royaume Uni avec Stop HS2 ; le Maroc, Maroc antiTGV.

Autres organisations participantes :

- les Allemands de « Stuttgart 21 ist überall » (opposants à l'agrandissement d'une gare ferroviaire)
- les Espagnols de « Eurovegas no » (opposants à un complexe touristique et hôtelier)
- les Finlandaises de « Women against Nuclear Power » (opposées à un projet d'EPR).

Le 3^{ème} Forum s'est déroulé à Stuttgart, le 4^{ème} en Roumanie à Rosia Montana et le 5^{ème} en Italie, dans le Frioul.



Durant ce 6^{ème} forum à Bayonne, alterneront des **conférences**, et des **ateliers** avec des thématiques diverses proposées par les participants.

Pour les conférences, dans la continuité des initiatives Alternatiba et de la mobilisation autour de la COP21, sera développé le sujet du **dérèglement climatique**.

Au moins une trentaine d'associations émanant du monde entier seront présentes dont entre autres celles combattant les :

- LGV Poitiers -Limoges,
- LGV Pays Basque (CADE),
- LGV Lyon Turin (No TAV),
- LGV Paca Marseille Toulon Nice (Stop LGV Sud Sainte Baume),
- LGV Royaume Uni (Stop HS2)

Et aussi contre Notre Dame des Landes, contre l'enfouissement des déchets à BURE...

**L'emblème de ces Forum GPII est
un éléphant blanc soutenant les Grands Projets Inutiles :**



Grands Projets Inutiles Imposés - Pourquoi le logo "Eléphant Blanc" ?

Dans certaines parties de l'Asie, un éléphant blanc (albinos) était considéré sacré et ne pouvait pas être utilisé pour le travail. Il fallait lui donner de la nourriture spéciale et permettre aux gens de venir sur la terre du propriétaire pour l'adorer.

Le maintien d'un éléphant blanc était très cher. Recevoir un éléphant blanc comme cadeau pouvait engendrer une lourde charge financière qui pouvait vous ruiner.

C'était un cadeau non attrayant et pénible.

Ainsi, les projets « éléphants blancs » ne sont pas désirables et susceptibles de faire faillite.



Présentation du projet LGV PACA – LN PCA

1. UN GRAND PROJET

En 2005 l'objectif prioritaire est de relier très vite Paris à Nice. Le tracé proposé passe par Aix pour aboutir à Nice.

Une très forte opposition des populations, des agriculteurs et des politiques le fera abandonner.

En 2008 apparaît le tracé des métropoles Marseille Toulon Nice c'est le projet LGV PACA. Il est censé permettre la réalisation de l'arc méditerranéen Barcelone Marseille Gênes.

A nouveau très forte opposition au projet et mobilisation sur le terrain. De nombreuses manifestations réunissent les populations, les élus et ... les tracteurs pour dire NON et lutter contre ce grand gaspillage de nos taxes et impôts et contre la destruction de nos terres fertiles.

En janvier 2012 naissance du collectif STOP LGV SUD SAINTE BAUME puis création d'une Coordination Régionale contre la LGV avec les associations des Bouches du Rhône, du Var et des Alpes Maritimes

En avril 2013 la LGV PACA est rebaptisée Ligne Nouvelle PCA (Provence Côte d'Azur).

Le projet est "découpé" en 3 sections et phasé dans le temps:

- priorité 1 P1 (Marseille-Aubagne et Nice-La Siagne) avant 2030,
- priorité 2 P2 (Aubagne-Toulon et La Siagne- Le Muy) entre 2030 et 2050,
- priorité 3 P3 (sillon permien) après 2050.

Le coût prévisionnel est multiplié par quatre.



2. UN PROJET COUTEUX

En 2005, le projet est estimé à 5 milliards d'euros.

En 2016, l'estimation passe à 20 milliards d'euros auxquels s'ajoutent 110 millions d'euros à ce jour pour les premières études.

Le maître d'œuvre échelonne le projet en trois phases pour masquer le coût exorbitant de cette réalisation : **20 milliards d'euros pour 187 km ce qui en fait LE PLUS CHER DU MONDE.**

Le rapport de la cour des comptes d'octobre 2014 précise que :

- toutes les lignes TGV actuelles sont déficitaires et très loin de leurs objectifs de rentabilité
- les coûts d'investissements et d'exploitation ne font que dériver
- les calculs de rentabilité prévisionnelle sont faussés par RFF qui minimise les coûts d'investissement et maximalise les trafics attendus ou espérés

Le rapport de la Cour des Comptes insiste sur le fait que tous les efforts doivent porter sur la maintenance et l'amélioration des trains du quotidien.

Guillaume Pepy, Président de la SNCF déclare début 2016 que malgré les :*" 40 milliards de déficit, il faudrait 50 milliards pour mettre à niveau le réseau actuel en France"*.

Qui paiera ?

Les 20 milliards le seront uniquement par les contribuables et eux seuls puisque selon J.Y. Petit ex vice président aux transports de la Région, les partenaires privés (Bouygues, Vinci, Eiffage...) ne souhaitent pas participer "compte tenu du taux de rentabilité extrêmement bas de cette ligne" (Les Arcs le 14 mai 2013).

Il y a incompatibilité entre le coût de cette ligne nouvelle et la rénovation du réseau existant.

A ce jour, on assiste à une augmentation des dépenses liées aux études de 24 millions d'euros et à une baisse de l'investissement pour la maintenance et la modernisation de la ligne existante de 10 millions d'euros (230 millions d'euros en 2015, 220 millions d'euros en 2016).



3. UN PROJET INUTILE

Région enclavée dit SNCF Réseau : NON

Ce n'est pas la région Provence Alpes Côte d'Azur qui est enclavée mais les habitants de cette région qui eux, sans transports de proximité sont enclavés dans leurs communes, à l'intérieur de la région. De plus la LGV met en concurrence des territoires alors que nous voulons un développement solidaire et équilibré de ce territoire régional.

Saturation routière dit SNCF Réseau : NON

Le problème de la saturation routière est réel, mais uniquement à l'entrée des grandes villes: Marseille, Toulon, Nice.

Les solutions ne passent pas par la création d'une nouvelle ligne, en témoignent Marseille et Aix-en-Provence qui sont déjà reliées par le TGV sans pour autant résoudre la saturation routière de ces deux agglomérations.

Environnement et développement durable dit SNCF Réseau : NON

La LGV ne résoudra pas les émissions exagérées de CO2, puisque que plus de la moitié de ces émissions est due aux trajets des actifs de 5 à 35 km autour des grandes villes. (source INSEE/DREAL 2009)

Ce projet interfère négativement avec d'autres projets puisqu'il interdit la modernisation du réseau existant et la mise en place de solutions alternatives efficaces qui sont elles d'utilité publique et d'intérêt général.

M. Cherrier, responsable SNCF réseau rappelle que la réalisation du dernier tronçon Priorité 3 est envisagée au delà de 2050 à un horizon non défini et, de ce fait, le maître d'ouvrage ne travaille plus sur cette section.

Il y a donc inutilité d'investir dans un projet qui sera "dépassé" au terme de sa réalisation.

Le bien fondé d'une telle ligne au regard des retombées économiques est plus que discutable. La LGV entre Paris et Marseille n'a pas résolu la question du chômage à Marseille, ni permis son développement économique; par contre elle a entraîné l'augmentation du prix de l'immobilier, aggravant de ce fait pour les jeunes et les personnes modestes des difficultés de logement. Les études montrent que les LGV une fois réalisées accentuent la métropolisation des agglomérations au détriment du développement des territoires qui ne sont que «traversés» par ces lignes qui ne leur apportent que des inconvénients et aucun avantage, cette métropolisation est dévoreuse d'espaces naturels et agricoles.

L'économie de notre région est aussi fondée sur le tourisme, et le risque est fort de dégrader irrémédiablement une certaine qualité de vie. Certaines régions investissent des sommes colossales pour se créer une image, nous avons cette image positive et nous risquerions de la perdre et de rompre cet équilibre fragile pour gagner quelques minutes.

Enfin, la construction de cette ligne ne générera que peu d'emplois locaux puisque les maîtres d'oeuvre des grands projets font très souvent appel de façon tout à fait légale aux sociétés est-européennes pour la main d'œuvre.



4. NOS PROPOSITIONS : AMELIORATION DE L'EXISTANT

Pour répondre aux besoins réels de la population locale, nous proposons :

- la mise en place de systèmes informatiques de signalisation et de cadencements performants ;
- la création de voies de dégagement pour les TER afin d'obtenir des gains de temps à moindre coût pour les trains inter cités et TGV ;
- l'irrigation des communes desservies uniquement par la route en rouvrant des lignes et gares aujourd'hui fermées (Les Arcs-Draguignan, Carnoules-Gardanne, ...) ;
- l'accessibilité à des transports peu onéreux pour les besoins professionnels, de santé, d'étude, de loisirs des populations aux revenus modestes.

Nous souhaitons par l'amélioration des voies existantes, la préservation d'un environnement inestimable, des ressources en eau et des terres nourricières et un recul de l'utilisation de la voiture.



5. UN COUT ENVIRONNEMENTAL ELEVE

La LGV c'est la disparition de terres (1500 hectares, 10 ha par km source RFF), le massacre de sites à fort enjeux écologiques, des dommages aux systèmes hydrogéologiques essentiels pour les réserves en eau potable de notre région (tunnels en milieu karstique), dommages qui seront irrémédiables et risquent de provoquer une salinisation des terres agricoles littorales et de mettre à mal l'alimentation en eau des villes côtières.

Les études sur ce point (au dire même de SNCF Réseau) n'ont pas été réalisées et alors que des experts internationaux pointent ce danger réel et mettent en garde contre l'idée que «techniquement tout est possible», de nombreux exemples démontrent le contraire.

C'est aussi :

- la traversée de zones urbaines denses,
- des tunnels à travers des collines,
- des déblais monumentaux,
- des viaducs avec des nuisances visuelles énormes,
- des nuisances sonores sur une bande de plusieurs kilomètres amplifiées par la géographie des collines,
- des millions de m³ de terre à éliminer si passage en souterrain des milliers d'hectares défigurés si passage en aérien.

Cela remettrait en cause les gros efforts faits pour sauvegarder les territoires, pour les valoriser: multiples AOP, IGP, création du Parc Naturel Régional, ZNIEF, zone Natura 2000, filière bois...).



6. UN PROJET IMPOSE

On assiste à un véritable déni de démocratie, sans réelle concertation.

Les habitants, agriculteurs et élus de la région, se sont mobilisés pour s'opposer à ce projet, que ce soit par des manifestations qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes au Beausset et à Toulon, des pétitions qui ont recueilli dans le seul ouest varois plus de 25000 signatures, mais aussi des motions signées par les maires et 3 députés.

Une pseudo concertation :

- Des questionnaires à l'intention du public mais seules les municipalités risquant d'être impactées directement ont été destinataires de ces questionnaires en nombre très limité.

Les associations se sont emparées de ces documents afin de les rendre accessibles à un très grand nombre d'habitants, lesquels ont massivement montré leur désaccord.

-En 2015, nomination d'un nouveau garant de la concertation suite à la démission du précédent , qui lors du dernier Copil auquel il avait participé avait été critique par rapport à la concertation.

- Des sondages affirmant l'adhésion massive de la population au projet sont annoncés sans qu'il soit possible de connaître les méthodes employées ni les résultats précis.

-Le préfet du Var qui déclare aux élus "il n'y a plus à discuter"

-Refus de mise à disposition des études réalisées

-Refus d'études par un organisme indépendant

Le dernier COLAC (collège des acteurs) d'avril 2016 acte les réunions publiques : 8 pour le 06, 6 pour le 13 et 2 pour le Var !!! Ont-ils peur de la mobilisation du Var. Le garant annonce que l'enquête publique portera sur les priorités P1(Marseille-Aubagne et Nice-La Siagne) et P2 (Aubagne-Toulon et La Siagne- Le Muy) mais seuls les tracés affinés de P1 seront communiqués lors de la "concertation" à venir mais pas ceux de P2 (au prétexte d'un trop grand volume de documents !?).

Ce qui signifie QUE LES HABITANTS DE L'EST VAR ET DE L'OUEST VAR DEVRONT DONNER LEUR AVIS SUR UN PROJET DONT ILS N'AURONT AUCUNE INDICATION PRECISE DE TRACE ET SANS LA MOINDRE ETUDE D'IMPACT !!!



7. ETAT DU PROJET ET RECOURS

Aujourd'hui :

- pas d'enquête publique sur l'ensemble du projet Marseille Nice
- les enquêtes sont prévues par priorités (1 Marseille-Aubagne et Nice-La Siagne, 2 Aubagne Toulon et La Siagne-Le Muy) à partir de 2017 en vue de la déclaration d'utilité publique

Le délai de 5 ans après la remise du bilan du débat public sur le projet LGV PACA étant dépassé, SNCF réseau a été contraint de saisir la CNDP sur la nécessité d'un nouveau débat public.

Alors que le projet a changé sur la forme et sur le fond :

- changement de nom
- nouveaux coûts
- création de nouvelles gares
- démission du garant

La CNDP n'a pas recommandé un nouveau débat public.

A l'initiative de notre collectif STOP LGV SUD SAINTE BAUME, un recours contre cette décision de la CNDP a été déposé le 6 novembre 2015, devant le Tribunal Administratif de Paris (compétent territorialement) par :

- **le Collectif STOP LGV Sud Sainte Baume**
- **l'association STOP LGV Sanary**
- **l'association Enterrons la LGV**
- **l'association STOP Nuisances Cuers**
- **la Confédération Paysanne du Var**
- **la commune d'Evenos**



Contacts

Contact lors de l'événement de Bayonne :

Claude BUISSON
06 62 70 93 64
cbuisson83@gmail.com

Un suivi du Forum ainsi que des photos de la présence du Collectif STOP LGV Sud Sainte Baume seront disponibles sur la page Facebook :

www.facebook.com/CollectifStopLGVsudSainteBaume

Contact Presse :

Edel MELIN
06 51 28 80 92
edelmelin@yahoo.fr

Le Président du Collectif :

Didier CADE
06 11 97 29 42
didier.cade@gmail.com

